



Extrait du Registre des délibérations du Bureau

Séance du jeudi 28 mai 2015

Membres du Bureau en exercice : 30

Le Bureau, régulièrement convoqué, s'est réuni au Grand Besançon, La City - 4 Rue Gabriel Plançon - 25000 Besançon, sous la présidence de M. Gabriel BAULIEU puis de M. Jean-Louis FOUSSERET.

Ordre de passage des rapports : 0.1, 1.1.1, 1.1.2, 1.1.3, 1.1.4, 1.2.1, 4.1, 5.1, 5.2, 5.3, 5.4, 5.5, 7.1, 7.2.

La séance est ouverte à 18h10 et levée à 22h00.

Etaient présents : M. Jean-Louis FOUSSERET, M. Gabriel BAULIEU, M. Michel LOYAT, M. Alain BLESSEMAILLE, Mme Françoise PRESSE, M. Robert STEPOURJINE, M. Pascal CURIE (à partir du 1.1.3), M. Jean-Yves PRALON, M. Dominique SCHAUSS, M. Jean-Paul MICHAUD, Mme Elsa MAILLOT, M. François LOPEZ, Mme Karima ROCHDI (à partir du 1.1.3), Mme Martine DONEY, M. Jacques KRIEGER, M. Christophe LIME, M. Anthony POULIN, M. Serge RUTKOWSKI, Mme Sylvie WANLIN, M. Bernard GAVIGNET (à partir du 1.2.1), M. Marcel FELT, M. Daniel HUOT (jusqu'au 4.1), M. Pascal DUCHEZEAU, M. Fabrice TAILLARD (à partir du 1.2.1), M. Alain LORIGUET, Mme Catherine BARTHELET, M. Emmanuel DUMONT

Etaient absents : M. Yoran DELARUE, Mme Fanny GERDIL-DJAOUAT, M. Pierre CONTOZ

Secrétaire de séance : M. François LOPEZ

Procurations de vote :

Mandants : Y. DELARUE, D. HUOT (à partir du 5.1), P. CONTOZ

Mandataires : J. KRIEGER, F. LOPEZ (à partir du 5.1), J.L. FOUSSERET

Délibération n°2015/002825

Rapport n°1.1.3 - Convention constitutive de groupement de commandes - Travaux d'entretien, de grosses réparations et de réaménagement dans divers bâtiments et propriétés de la Ville de Besançon, de la CAGB et du CCAS

**Convention constitutive de groupement de commandes -
Travaux d'entretien, de grosses réparations et de réaménagement dans divers
bâtiments et propriétés de la Ville de Besançon, de la CAGB et du CCAS**

Rapporteur : Gabriel BAULIEU, Vice-Président

Commission : Finances, ressources humaines, communication et aide aux communes

Inscription budgétaire
Sans incidence budgétaire

Résumé :

La Ville de Besançon, la Communauté d'Agglomération du Grand Besançon et le Centre Communal d'Action Sociale sont propriétaires ou bénéficiaires d'une mise à disposition de divers bâtiments destinés à l'exercice de leurs compétences. Afin d'assurer l'entretien, les grosses réparations et les réaménagements de ce patrimoine bâti, la Ville, la CAGB et le CCAS constituent un groupement de commandes pour la passation d'un accord-cadre décomposé en 14 lots. L'accord-cadre offre une bonne souplesse de gestion appropriée aux besoins des maîtres d'ouvrage et sera d'une durée de 4 ans.

I. Contexte

Dans le cadre des travaux d'entretien, de grosses réparations et de réaménagement dans les bâtiments, la Ville de Besançon, la Communauté d'Agglomération du Grand Besançon (CAGB) et le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) souhaitent se regrouper pour la procédure de passation de l'accord-cadre.

La constitution d'un groupement de commandes est retenue dans l'objectif d'harmoniser les solutions d'entretien et de bénéficier de prix tenant compte d'un volume d'achat plus important. Ainsi, il est proposé de créer une formule intégrée de groupement de commandes dans laquelle la Ville de Besançon est désignée coordonnateur du groupement avec les missions principales de désigner les titulaires, de signer et de notifier l'accord-cadre au nom de l'ensemble des membres du groupement (art. 8-VII du Code des Marchés Publics). Le coordonnateur du groupement réalisera cette mission à titre gracieux.

Le montant annuel estimé des travaux commandés aux entreprises est de l'ordre de 2 000 000 € TTC par an (chiffres issus de la réalisation de l'exercice 2014). Il est proposé de lancer une procédure d'accord-cadre. La durée de l'accord-cadre sera de 4 ans.

II. Procédure

Conformément à l'article 76-I du Code des Marchés Publics relatif aux accords-cadres, il est proposé de ne pas fixer de montant maximum à cet accord-cadre, permettant ainsi une souplesse d'utilisation dans le cadre de la mise en place des crédits annuels ou pour répondre à des situations imprévues (sinistres d'une certaine importance, opérations urgentes, réponse dans le cas de consultations infructueuses). Au regard de ce choix, et conformément à l'article 26 du Code des Marchés Publics, la procédure à retenir est celle de l'appel d'offres ouvert européen.

Le marché sera composé des 14 lots suivants :

- lot 1 : démolitions, maçonnerie, VRD
- lot 2 : maçonnerie, patrimoine ancien
- lot 3 : carrelage faïence
- lot 4 : couverture, zinguerie
- lot 5 : couverture, zinguerie, patrimoine ancien
- lot 6 : entretien étanchéité
- lot 7 : serrurerie, métallerie
- lot 8 : plâtrerie, menuiserie, peinture, ravalement
- lot 9 : revêtement de sol souple
- lot 10 : vitrification de parquets
- lot 11 : faux plafond
- lot 12 : rideaux
- lot 13 : chauffage ventilation, plomberie
- lot 14 : électricité, courants faibles

A l'unanimité, le Bureau :

- se prononce favorablement sur la convention constitutive de groupement de commandes entre la **CAGB**, la **Ville de Besançon** et le **CCAS** pour l'entretien, les grosses réparations et le réaménagement du patrimoine bâti,
- autorise Monsieur le 1^{er} Vice-Président à signer cette convention constitutive de groupement de commandes ainsi que tout document à intervenir dans le cadre de cette opération,
- autorise Monsieur le Président, ou son représentant, à engager en tant que membre du groupement, toutes démarches et procédures nécessaires à la passation des marchés susvisés par le coordinateur.

Pour extrait conforme,

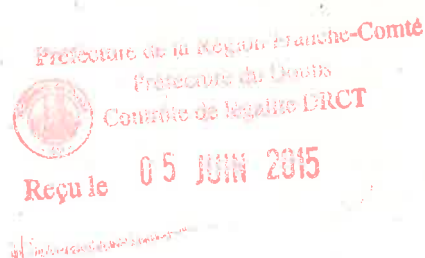
Le Président

Rapport adopté à l'unanimité :

Pour : 27

Contre : 0

Abstention : 0



Travaux d'entretien, de grosses réparations et de réaménagement
Convention constitutive de groupement de commandes

Entre :

La Ville de Besançon, représentée par M. Jean-Louis FOUSSERET, Maire, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du 11 mai 2015,

Et :

Le Centre communal d'Action Sociale (CCAS), représenté par Mme Danielle DARD, Vice-Présidente, dûment habilitée par délibération du,

Et :

La Communauté d'Agglomération du Grand Besançon (CAGB), représentée par M. Gabriel BAULIEU, 1^{er} Vice-Président, dûment habilité par délibération du Bureau du 28 mai 2015,

Préambule

Dans le cadre des travaux d'entretien, de grosses réparations et de réaménagement dans leurs différents bâtiments, la Ville de Besançon, le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) et la Communauté d'Agglomération du Grand Besançon (CAGB) souhaitent se regrouper pour la procédure de passation d'un accord-cadre.

Les besoins en travaux d'entretien sont communs à ces structures, la constitution d'un groupement de commandes est retenue dans l'objectif d'harmoniser les solutions d'aménagement et de bénéficier de prix tenant compte d'un volume de travaux plus important.

Article 1 - Objet de la convention

La Ville de Besançon, le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) et la Communauté d'Agglomération du Grand Besançon (CAGB) conviennent, par la présente convention, de se regrouper, conformément aux dispositions de l'article 8 du Code des Marchés Publics, pour la passation d'un accord-cadre relatif aux travaux d'entretien, de grosses réparations et de réaménagement dans les divers bâtiments dont ils sont propriétaires.

Pour la passation de cet accord-cadre et des marchés subséquents, le groupement respectera les règles fixées par le Code des Marchés Publics pour les marchés des collectivités territoriales.

Article 2 - Champs d'application

La présente convention est applicable pour la passation de l'accord-cadre ainsi que des marchés subséquents s'y rattachant destinés à répondre aux besoins des membres du groupement en travaux d'entretien et de grosses réparations.

Pour le cas de besoins exceptionnels ou spécifiques non contenus dans l'accord-cadre, chaque membre du groupement se réserve le droit de passer une commande en propre.

Article 3 - Membres du groupement

Les membres du groupement sont : la Ville de Besançon, le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) et la Communauté d'Agglomération du Grand Besançon (CAGB).

Article 4 - Adhésion et retrait du groupement

Article 4.1 - Adhésion

Toute nouvelle adhésion au groupement de commandes constitué par la présente convention doit :

- faire l'objet d'un accord de chacune des parties à la convention,
- être approuvée par la personne morale souhaitant adhérer, conformément aux dispositions légales et réglementaires qui lui sont applicables.

Chaque nouvelle adhésion est formalisée par la conclusion d'un avenant à la présente convention, par lequel le nouveau membre en accepte les conditions sans réserve.

Le nouvel adhérent ne peut bénéficier des conditions d'un marché en cours. Toute nouvelle adhésion n'a d'effet que pour les consultations postérieures.

Article 4.2 - Retrait

Les membres peuvent se retirer du groupement. Le retrait est constaté par une décision de l'organe délibérant du membre concerné, qui est notifiée au coordonnateur.

Si le retrait intervient en cours de passation ou d'exécution d'un marché subséquent, il ne prend effet qu'à l'expiration dudit marché subséquent.

Ce n'est qu'à l'expiration du marché subséquent que le membre du groupement pourra se retirer de l'accord-cadre.

Le membre du groupement de commandes qui se retire demeure tenu par les engagements pris antérieurement à son retrait auprès du groupement et des titulaires du marché.

Article 5 - Coordonnateur du groupement de commandes

La Ville de Besançon est mandatée pour assurer la coordination du groupement de commandes.

En cas de défaillance du coordonnateur, un nouveau coordonnateur est désigné, d'un commun accord, par les parties à la présente convention. La désignation du nouveau coordonnateur fait l'objet d'un avenant à la présente convention.

Le siège du groupement de commandes est établi à l'adresse suivante :

Ville de Besançon
2 rue Mégevand
25034 Besançon Cedex

Article 6 - Missions du coordonnateur

Le coordonnateur est chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par le Code des Marchés Publics, à l'organisation des opérations de sélection des cocontractants pour les marchés visés à l'article 1 de la présente convention.

Il signe et notifie l'accord-cadre et ses marchés subséquents annuels à bons de commande, chaque membre du groupement s'assurant ensuite, pour ce qui le concerne, de leur bonne exécution.

Le coordonnateur s'engage à :

- définir et recenser les besoins du groupement, les membres ayant au préalable fait part de leurs besoins et fourni tous éléments afférents nécessaires à la procédure,
- définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation,
- élaborer les dossiers de consultation des entreprises,
- rédiger et publier les avis d'appel public à la concurrence,
- remettre le dossier de consultation des entreprises aux candidats,
- assurer la réception des candidatures et des offres,
- procéder à l'analyse des candidatures et des offres,
- convoquer la Commission d'Appel d'Offres

- rédiger le rapport d'analyse des offres,
- informer les candidats des résultats des mises en concurrence,
- élaborer le rapport de présentation de la procédure de passation,
- signer les actes d'engagement avec les titulaires de l'accord-cadre,
- transmettre au contrôle de légalité les pièces relatives à l'accord-cadre conclu le cas échéant,
- notifier l'accord-cadre aux titulaires,
- procéder à la publication des avis d'attribution,
- signer les avenants,
- signer le cas échéant, les reconductions éventuelles,
- prononcer, le cas échéant, les résiliations,
- - procéder à la remise en concurrence des titulaires de l'accord cadre,
- assurer la réception des offres,
- procéder à l'analyse des offres,
- rédiger le rapport d'analyse des offres,
- informer les candidats des résultats des mises en concurrence,
- signer les actes d'engagement avec les titulaires des marchés subséquents,
- transmettre au contrôle de légalité les pièces relatives aux marchés subséquents conclus le cas échéant,
- notifier les marchés subséquents aux titulaires,
- transmettre aux membres du groupement le nom du ou des titulaires retenus,
- signer les avenants,
- signer le cas échéant, les reconductions éventuelles,
- prononcer, le cas échéant, les résiliations,
- effectuer le recensement économique des achats publics

Pour des besoins propres, chaque membre du groupement pourra passer un marché subséquent ordinaire à l'accord cadre.

Dans ce cas, le membre du groupement concerné s'engage à :

- procéder à la remise en concurrence des titulaires de l'accord cadre,
- assurer la réception des offres,
- procéder à l'analyse des offres,
- rédiger le rapport d'analyse des offres,
- informer les candidats des résultats des mises en concurrence,
- signer les actes d'engagement avec les titulaires des marchés subséquents,
- transmettre au contrôle de légalité les pièces relatives aux marchés subséquents conclus le cas échéant,
- notifier les marchés subséquents aux titulaires,
- signer les avenants,
- signer le cas échéant, les reconductions éventuelles,
- prononcer, le cas échéant, les résiliations,
- effectuer le recensement économique des achats publics.

Article 7 - Missions des membres

Les membres sont chargés :

- de communiquer au coordonnateur une évaluation de leurs besoins,
- de participer à l'exécution et à la mise en œuvre du marché au sein de leur structure.

Article 8 - Procédure de mise en concurrence retenue

Le coordonnateur s'engage à une mise en concurrence conforme au Code des Marchés Publics et aux règles internes à chacune des structures.

Article 9 - Attribution de l'accord-cadre

Article 9.1 - Commission d'Appel d'Offres

La Commission d'Appel d'Offres choisit le/les cocontractant(s) dans les conditions fixées par le Code des Marchés Publics pour les marchés des collectivités territoriales.

Article 9.2 - Composition

La Commission d'Appel d'Offres du groupement est celle du coordonnateur du groupement.
La Commission d'Appel d'Offres pourra également être assistée par des agents des membres du groupement compétents dans la matière qui fait l'objet de la/des consultation(s) ou en matière de marchés publics.

Article 9.3 - Fonctionnement

En cas de partage égal des voix, le Président de la commission a voix prépondérante.
Les règles de fonctionnement de la Commission d'Appel d'Offres, notamment en ce qui concerne la convocation des membres de la commission à ses réunions ainsi que le quorum à atteindre pour que la commission puisse délibérer, sont celles fixées par l'article 25 du Code des Marchés Publics.

Article 10 - Attribution de marchés subséquents

La commission des Achats émet un avis consultatif sur le cocontractant à retenir pour les marchés subséquents annuels à bons de commandes. Le pouvoir adjudicateur choisit le titulaire du marché.
La commission des Achats du groupement est celle du coordonnateur du groupement.
La commission peut faire appel au concours d'agents des membres du groupement de commandes compétents dans la matière qui fait l'objet de la consultation ou en matière de marchés publics.
Les marchés subséquents ordinaires sont attribués selon les modalités propres à chaque membre du groupement.

Article 11 - Dispositions financières

Chaque membre du groupement sera respectivement responsable de la signature des bons de commandes et du financement des prestations réalisées pour son compte.

Article 12 - Rémunération du coordonnateur

Le coordonnateur ne recevra aucune rémunération pour l'accomplissement de ses missions dans le cadre du groupement de commandes. Il assurera ses missions à titre gracieux vis-à-vis des autres membres du groupement et prend en charge les frais liés au fonctionnement du groupement (reprographie, publicité...).

Article 13 - Responsabilité du coordonnateur

Le coordonnateur est responsable des missions qui lui sont confiées par la présente convention. Il fera son affaire personnelle de tous les risques pouvant provenir du fait de son activité. Il est le seul responsable, vis-à-vis des tiers, de tous accidents, dégâts ou dommages de quelque nature que ce soit découlant de ses missions définies à l'article 6.

Article 14 - Durée du groupement de commandes

La présente convention constitutive entre en vigueur à la date d'acquisition de son caractère exécutoire.

Le groupement de commandes a une durée limitée à la durée nécessaire à la réalisation de son objet, soit au terme du dernier des marchés passés.

Article 15 - Modifications de la convention

La présente convention pourra faire l'objet de modification par voie d'avenant et après décision favorable de toutes les assemblées délibérantes des membres du groupement.

Article 16 - Capacité à agir en justice

Le coordonnateur peut agir en justice au nom et pour le compte des membres du groupement pour le marché dont il a la charge, aussi bien en tant que demandeur qu'en tant que défendeur. Il informe et consulte les membres sur sa démarche et son évolution.

En cas de condamnation du coordonnateur au versement de dommages et intérêts par une décision devenue définitive, le coordonnateur divise la charge financière par le nombre de membres pondéré par le poids relatif de chacun d'entre eux dans le marché afférent au dossier de consultation concerné. Il effectue l'appel de fonds auprès de chaque membre pour la part qui lui revient.

Article 17 - Contentieux

Toute contestation relative à l'interprétation ou l'exécution de la présente convention sera du ressort du Tribunal Administratif de Besançon.

Fait à Besançon en 3 exemplaires, le

Pour la Communauté
d'Agglomération
du Grand Besançon,
Le 1^{er} Vice-Président,

Gabriel BAULIEU

Pour le Centre Communal
d'action sociale de Besançon,

La Vice-Présidente,

Danielle DARD

Pour la Ville de Besançon

Le Maire,

Jean Louis FOUSSERET